

La résilience : de quoi, à quoi et pour quoi ?

Par Michel JUFFÉ *

Le terme « résilient » est trop souvent employé comme un qualificatif s'appliquant à tout. Ainsi, pour bien se porter, il suffirait à une personne, une institution, un territoire, une entreprise... d'être résilient(e).

Or, une entité, quelle qu'elle soit, ne peut être résiliente, c'est-à-dire résister à des chocs, qu'en fonction de ce qu'elle estime nécessaire ou digne d'être préservé de possibles détériorations ou destructions.

Encore faut-il, après avoir procédé à cette estimation, identifier précisément les sources de danger et mobiliser les moyens d'y faire face, sinon il ne reste que des effets d'annonce ou de l'autosatisfaction à bon marché.

D'où, dans chaque cas particulier, l'utilité de se poser les trois questions suivantes : résilience... de quoi ? pour quoi ? à quoi ?

Dès que l'on écrit sur la résilience, il est courant de rappeler que, dans son acception première, ce terme provient de la *mécanique* et qu'il définit « la capacité d'un matériau à revenir à sa forme initiale après avoir subi un choc ».

Or, ce n'est pas du tout cela. Un essai de résilience consiste à lancer avec une certaine énergie un bras métallique appelé mouton-pendule sur un cylindre de métal plein, appelé éprouvette, dans lequel a été ménagée une encoche en V ou en U. Cet « essai de flexion par choc sur éprouvette entaillée Charpy » a pour but de mesurer la

résistance d'un matériau à la rupture brutale. Il est fréquemment appelé *essai de résilience Charpy* (1).

On le voit, il est ici question de *résistance*. Cet essai fait partie d'une série d'essais de rupture ou de déformation (reposant sur un processus d'usure progressive) par traction, par compression, par cisaillement, par flexion, par torsion et par fatigue.

Le terme « résilience » apparaît donc en premier lieu dans la littérature scientifique pour signifier la résistance à une *rupture* due à un choc. La résilience est ainsi le degré de résistance d'un matériau à ce choc.

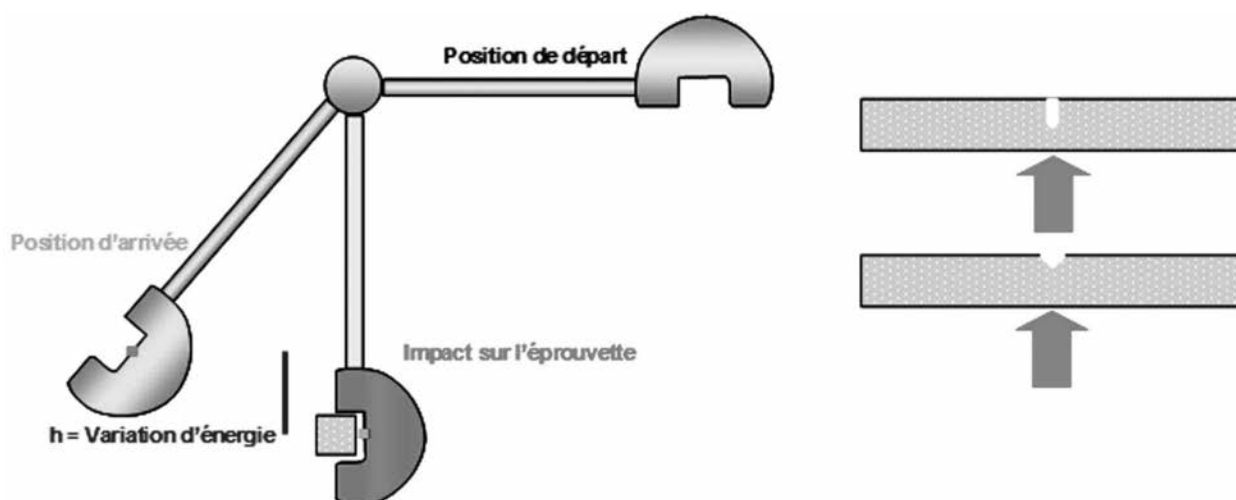


Schéma descriptif d'un essai Charpy.

Notons que le premier usage de ce terme en psychologie, dans les années 1940, véhiculait la même signification : la résilience désignait la capacité de « tenir le coup » après des traumatismes individuels ou collectifs (2).

La prolifération du concept de résilience

On peut comprendre l'extension de cette notion à tous les cas de résistance à des chocs : physiques, chimiques, biologiques, économiques, psychologiques, politiques, etc.

Ainsi, par exemple, en informatique, la résilience correspond à la robustesse d'un système face à une panne de certains de ses composants, ce qui est d'une importance cruciale notamment en matière d'armes téléguidées et d'aéronautique.

Mais cette notion se dilue d'autant plus que le corps qui subit le choc est plus ou moins diffus et/ou composé. Elle devient douteuse lorsqu'elle passe pour la capacité d'un organisme à se *réparer* après un choc, et totalement nébuleuse lorsqu'elle devient la « capacité d'un organisme, d'un groupe ou d'une structure à *s'adapter* à un environnement changeant ».

Dans ces deux cas, il s'agit précisément de *réparation* (restauration, reconstruction, rénovation, etc.) et d'*adaptation*, voire d'*adaptabilité* (un terme bien connu et judicieusement utilisé en biologie), mais sûrement pas de résilience !

Il est vrai que ce terme signifia, bien avant cet usage récent, le fait de « sauter en arrière », « de se rétracter » (notamment de *résilier* un contrat pour s'en dégager).

Il était donc déjà question de protection, par l'évitement d'une chose désagréable ou dangereuse.

Si je m'en tiens au sens de « résister à un choc », je me situe dans le cadre de la sécurité et de la sûreté, notamment face à des catastrophes. Or, même dans ce cadre, la prolifération incontrôlée du terme « résilience » va qualifier tout et n'importe quoi.

En médecine, une guérison spontanée devient la résilience de l'organisme. En management, les *resilient businesses* et les *resilient communities* sont des entreprises et des communautés qui ont une capacité intrinsèque à recouvrer un état d'équilibre qui leur permet de fonctionner après un désastre ou en présence d'un stress continu. Dans la même veine, on parlera de sociétés, d'ethnies, de langues ou de systèmes de croyances résilients. On apprend même que la résilience serait désormais la seule arme dont disposerait l'actuel président de la République française... (3).

L'emploi trop extensif du terme fait de la résilience un but à atteindre, une solution-miracle à tous les problèmes rencontrés par une quelconque société.

Jetons donc un regard nouveau sur ce concept et ses usages.

Par exemple, la *résilience d'une ville* – en tant que résistance à des chocs – est sans doute mesurable, mais encore faut-il savoir à quels types de chocs cette ville est exposée.

S'agit-il de la résistance de ses bâtiments à des catastrophes de tous ordres ? Dans ce cas, on ne pourra pas parler de résilience en général, car une ville donnée, même considérée seulement comme un ensemble d'équipements matériels, n'aura pas la même résilience à un séisme, à une tornade, à un raz-de-marée, à une explosion chimique, à une explosion nucléaire, etc.

De plus, en fonction de la topographie, de la nature du sous-sol, de la répartition des espaces bâtis et non bâtis, de la densité de peuplement par sous-ensembles urbains (îlots, quartiers, zones, etc.), la résilience d'une ville à un seul type de choc peut varier fortement. Et si l'on différencie divers types de résilience (celle des institutions qui donnent un corps politique à la ville, celle des collectifs de divers types qui lui donnent une vie sociale, celle de son patrimoine qui lui offre une continuité, celle des réseaux qui la relie à d'autres territoires, celle de ses écosystèmes, etc.), on va constater que certaines villes sont très résilientes sous certains aspects et très peu sous d'autres.

Veut-on alors parler de résilience globale et va-t-on dire qu'une « ville résiliente » est celle qui résiste bien, dans tous ses aspects, à toutes sortes de chocs ?

Peut-on alors construire un instrument permettant de mesurer cette résilience globale ? Le plus souvent, de manière subreptice ou manifeste, on s'en tient à la seule résilience physique, ou bien on reste évasif sur le type de résilience que l'on constate ou que l'on recherche.

Bref, plus on devient précis et minutieux, plus la notion de « ville résiliente », appréhendée dans un sens englobant, perd toute consistance.

On se perd alors dans des généralités qui couvrent tous les efforts de préservation et de mise en valeur des diverses ressources d'une ville : « les villes résilientes définissent un concept de "résilience urbaine" et un programme d'action détaillé dont la portée s'étend aux domaines de la gouvernance urbaine, des infrastructures, des finances, de l'aménagement, du développement social et économique et de la gestion des ressources/environnementale » (4). Bref, la résilience et le développement durable seraient une seule et même chose. Heureusement, certains auteurs remettent les idées à leur place : le développement est une finalité, la résilience en est un moyen parmi d'autres (5).

Si, changeant de registre, nous parlons maintenant de *résilience psychologique*, des questions similaires surgissent. On va parler de la capacité de résister à des traumatismes affectifs (cette expression désignant les « chocs », en psychologie), voire de « rebondir » après avoir subi les traumatismes considérés (abus sexuels, pertes de proches, atmosphère de violence, etc.), en admettant, par exemple, que la capacité qu'a une personne de tisser des liens va augmenter sa résilience à des « déchirements » de sa personnalité. On attribue alors à un individu donné des capacités de résilience comparables à celles d'un matériau, comme si une personne (ou plus précisément son psychisme, son âme) pouvait être identifiée à un corps. C'est méconnaître gravement le fait que des personnes d'une très grande fragilité peuvent dissimuler leur peine et se

bâtir une carapace qui fait d'eux des gens très adaptés et très « rebondissants » (résilients) socialement, alors qu'ils vivent dans un état de quasi-mort psychique.

C'est négliger le fait que, lorsqu'il y a blessure psychique, les effets produits dépendent à la fois du type de traumatisme, de la manière dont celui-ci a pu être exprimé (Freud et ses successeurs ont montré à quel point un refoulement des sentiments peut agir, ou encore un clivage de la personne se produire) et de la prise en compte par l'entourage du traumatisme subi par leur proche.

C'est oublier que – contrairement au cas du métal – les « ruptures » entraînées par le choc initial peuvent dépendre de la répétition de chocs, voire d'une situation continue de souffrance qui ne permet guère d'identifier un ou des moments précis de « choc ».

Même en admettant l'idée que la « résilience » psychique doive être identifiée et facilitée (quels en sont les facteurs ? Comment les amplifier ?), il n'en demeure pas moins que ce à quoi va servir cette résilience est plus important que sa seule *existence*.

Jusqu'à quel point faut-il être résilient (c'est-à-dire résistant) à la souffrance des autres pour administrer correctement des soins à de grands blessés, et à partir de quand cette résilience se transforme-t-elle en insensibilité ? La « résilience » psychique ne peut pas être mesurée avec une éprouvette Charpy. Cette mesure dépend d'un jugement social, qui va accorder une plus ou moins grande valeur à telle ou telle « qualité psychique ». Si la douceur des mœurs est une qualité majeure, la résilience d'une personne va dès lors résider dans sa capacité à garder son sang-froid et à rester aimable même en cas de conflit ou de dommage qu'elle subirait du fait de tiers. Si la créativité est la vertu majeure, la capacité d'entreprendre même après avoir connu des échecs techniques ou après des revers financiers devient le facteur éminent de résilience. La résilience d'une personne est ainsi fonction de ce que d'autres personnes (ou groupes de personnes) attendent d'elle.

Passons maintenant à un autre registre, plus global, celui de la *résilience d'un territoire*, qui comprend à la fois des populations (des groupes de personnes), des espaces aménagés par ces populations (ou par d'autres, à leur intention), des activités de toutes sortes (économiques, culturelles, religieuses, sportives, etc.) et des institutions qui (en principe) maintiennent la bonne cohabitation et la coopération des populations habitant ces espaces.

On se doute que la complexité des relations en jeu s'accroît vertigineusement. Par exemple, la pyramide des âges, le degré d'instruction, la qualité d'accès aux services essentiels, la diversité et la productivité des activités économiques, la densité et la qualité des réseaux, le fait de disposer d'équipements collectifs, les relations de tout type avec d'autres territoires, etc., contribuent au degré de résilience d'un territoire donné à toutes sortes de chocs.

Comment mesurer la contribution de chacun de ces facteurs (et de bien d'autres encore : l'INSEE en recense ainsi une vingtaine) aux « dynamiques territoriales » ? (6).

Et comment, d'une part, décrire ce dont on veut mesurer la résilience, et, d'autre part, lister toutes les sortes de chocs possibles en regard de la résilience supposée ? On peut, bien sûr, établir des corrélations et s'en tenir à quelques facteurs jugés déterminants (revenus, santé, éducation, délinquance, etc.), mais que va-t-on considérer comme étant indispensable ou très favorable à la résilience du territoire ?

Si je vis dans un territoire où la pratique religieuse est considérée comme un important facteur de socialisation, voire comme le facteur principal (si ce n'est l'unique facteur) de « salut du peuple », l'état de santé, le niveau d'éducation et la prospérité économique ne seront pris en considération qu'autant qu'ils contribuent à ce salut.

Si je vis dans un lieu où la capacité d'exercer une domination économique sur d'autres lieux – proches ou lointains – est de première importance, c'est plutôt la qualité des produits et des services ainsi que l'entregent des commerçants qui vont primer, et je ne me soucierai dès lors guère des mœurs et des pratiques religieuses.

Aucune collectivité, sauf dans des spéculations purement philosophiques, ne recherche une résilience qui porterait sur tous les aspects de la vie en société. Et même si je prends un seul de ces aspects, par exemple la puissance économique, les buts *principaux* peuvent différer fortement : vivre uniquement de ses propres ressources (autarcie) ; concentrer la richesse dans quelques mains pour la faire prospérer ; élever également le niveau de vie de tout le monde. Dans ces divers cas, les chocs qui peuvent endommager le territoire en question ne sont pas du même ordre : toute dépendance à des biens extérieurs est néfaste à une communauté autarcique, donc une invasion massive de biens importés sera destructrice pour elle ; la dispersion des richesses est fatale à une ploutocratie, donc une forte progressivité des impôts va lui nuire ; accepter qu'une proportion non négligeable de la population vive en dessous du seuil de pauvreté est nuisible à l'égalité économique, donc la suppression de la sécurité sociale comme celle du salaire minimum seraient dommageables.

Ainsi, quel que soit le domaine considéré (et plus encore si nous prenons en compte l'ensemble des domaines que couvre la résilience territoriale), nous devons nous poser des questions simples, mais nécessaires : *résilience de quoi/de qui ?*, *à quoi ?* et *pour quoi ?* À partir desquelles des réponses précises peuvent être apportées à la question : la résilience, *comment ?*

Pour mieux saisir la portée pratique, et donc politique, de ces questions, je vais prendre un exemple récent, qui a donné lieu à une intense mobilisation de la communauté internationale, celui de l'épisode de sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011.

Résilience de *qui ?* Résilience des populations de Somalie, les plus exposées, soit 10 millions d'habitants, dont 70 % d'agriculteurs, en majorité nomades.

Résilience à *quoi ?* Résilience aux sécheresses fréquentes, comme celle qui a provoqué 30 000 morts en 2011, entraîné l'exode du quart de la population (750 000



La ville « résiliente » à une attaque atomique, 1948.

dans les pays voisins, 1,4 million déplacés dans leur propre pays), intensifié l'exposition à diverses maladies (rougeole, malaria, choléra) et obligé à apporter une aide alimentaire à des millions de personnes.

Résilience *pour quoi ?* Résilience pour que ces populations restent en vie et en bonne santé. Sans doute, mais alors il est difficile d'en rester à la lutte contre la sécheresse, car la misère de la population de Somalie – avec ses 260 000 morts de faim entre octobre 2010 et avril 2012 – a bien d'autres causes : la guerre civile qui dure depuis 1991, avec une succession de républiques autoproclamées ; une corruption élevée, s'accompagnant de trafics d'aliments, d'armes et de drogues ; l'hostilité à toute présence étrangère ; des affidés locaux d'Al-Qaida (les Chabâb) ; une dette extérieure de 2,2 milliards de dollars, pour un revenu annuel de 84 millions de dollars, etc.

Faut-il aborder tous ces « à quoi ? » lorsque l'on parle de résilience de la population somalienne, ou bien faut-il se contenter d'en rester à sa résilience « à la sécheresse » ?

Dans le premier cas, la résilience devient un problème politique majeur, qui implique la mise en place de systèmes de sécurité en tous domaines (institutionnel, militaire, économique, civil, diplomatique, etc.), de sorte que la population locale puisse mieux résister à des catastrophes naturelles.

Dans le deuxième cas, on va tenter, comme cela est proposé par certains experts (7), d'améliorer les pratiques culturelles, les systèmes d'irrigation, les modes de conservation des aliments, l'alerte précoce (sécheresse et inondations), les systèmes d'assurance pour les agriculteurs, la mobilisation des communautés locales, en particulier des femmes, cela sans parler des aides et secours immédiats (compléments nutritionnels pour les enfants). D'un côté, le « à quoi ? » entraîne la réalisation d'un « développement humain durable » qui ne peut que s'étendre à toute la planète, même si c'est par étapes, et, de l'autre, le « à quoi ? » conduit à des solutions limitées mais réalistes, et néanmoins bien fragiles.

Si je tente de généraliser à partir de cet exemple et des exemples abordés plus haut, je me rends compte que l'inflation démesurée de l'emploi du terme « résilience » provient d'une peur plus ou moins explicite, celle que face à des catastrophes *inévitables*, il ne nous resterait plus qu'à nous *endurcir* par tous les moyens possibles.

Le succès du terme de « résilience » dans le discours et dans les médias est sans doute un symptôme important de notre doute (voire de notre désespoir) de parvenir à un monde meilleur. Comme dans les années 1950, lorsque la guerre atomique paraissant inéluctable, on s'est mis à construire des abris antiatomiques en espérant qu'il y aurait assez de survivants pour repeupler la Terre (8). Ou encore comme face à toute menace forte (épidémie mondiale, terrorisme planétaire, etc.), qui engendre toute une panoplie de systèmes de protection coûteux, complexes et d'une efficacité discutable.

Or, ce fatalisme est lui-même une réaction à l'optimisme inhérent à la rationalité issue de l'époque des Lumières, qui croyait qu'avec les progrès continus de la science, les phénomènes naturels et sociaux finiraient par être maîtrisés et rendus inoffensifs ; c'était le triomphe de la prévision et de la prévention.

Mais il est plus prudent d'éviter ces deux excès, et c'est pourquoi le fait de se poser dans chaque cas précis (et non de manière générale) les questions : résilience *de quoi ? À quoi ? Pour quoi ?* », n'a rien d'un exercice académique. C'est une manière d'aborder les choses et les situations réelles, et non d'en rester aux mots et aux déclarations d'intention.

Notes

* Philosophe, ancien conseiller du Vice-président du Conseil général de l'Environnement et du Développement durable (CGEDD) – Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, président du conseil scientifique de l'AFPCN (association française pour la prévention des catastrophes naturelles).

(1) Wikipédia. Voir également : <http://www.rocdacier.com/ressource.n.165/essai-de-resilience-resistance-au-choc-.html>

(2) Le psychanalyste anglais John Bowlby l'introduisit, l'éthologue Boris Cyrulnik l'a popularisé en France, et Serge Tisseron, psychanalyste, l'a développé (voir l'article de cet auteur dans ce numéro de *Responsabilité & Environnement*).

(3) <http://fressoz.blog.lemonde.fr/2013/04/28/francois-hollande-la-resilience-pour-seule-arme/>

(4) Congrès des villes résilientes, Bonn, mars 2012, organisé par l'ICLEI (Conseil international pour les initiatives écologiques locales). Lors de ce congrès, la ville résiliente a été ainsi décrite : « Une ville qui soutient le développement d'une résilience accrue de ses institutions, de ses infrastructures et de sa vie sociale et économique. Les villes résilientes réduisent la vulnérabilité aux phénomènes extrêmes et réagissent de manière créative aux changements économiques, sociaux et environnementaux afin d'accroître leur viabilité à long terme. Les activités des villes résilientes sont sensibles au caractère unique et distinctif de leurs conditions et origines locales. Les efforts déployés pour prévenir les crises ou les catastrophes dans un domaine doivent être conçus de manière à faire progresser la résilience de la communauté et le développement durable dans un certain nombre de domaines. »

(5) « La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ? », TOUBIN (Marie), LHOMME (Serge), DIAB (Youssef), SERRE (Damien) & LAGANIER (Richard), *Développement durable & territoires*, vol. 3, n°1, mai 2012. Voir l'article de Richard LAGANIER dans ce numéro des *Annales des Mines*.

(6) <http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/acc-s-par-indicateurs/dynamiques-territoriales>

(7) *Corne de l'Afrique, combattre la sécheresse*, Banque Mondiale. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWS-FRENCH/0,,contentMDK:23288433~menuPK:51200699~pagePK:34370~piPK:34424~theSitePK:1074931,00.html>

(8) Une revue gouvernementale, *How to survive a nuclear attack ?*, a été publiée par le gouvernement américain en 1950, juste après le premier essai nucléaire russe. Le Président Kennedy s'adressait ainsi aux lecteurs de LIFE Magazine, le 15 septembre 1961 : « Les armes nucléaires et la possibilité d'une telle guerre sont des faits que l'on ne peut ignorer aujourd'hui. Vous pouvez déjà mettre en place beaucoup de choses pour vous protéger et, par là-même, rendre plus forte la nation américaine. Je vous encourage vivement à lire avec attention cette édition de LIFE magazine. La sécurité de notre pays et la paix dans le monde sont les objectifs de notre politique. Notre capacité et notre volonté de survie sont essentielles. »